



World Food Programme
Programme Alimentaire Mondial
Programa Mundial de Alimentos
برنامج الأغذية العالمي

Conseil d'administration
Première session ordinaire
Rome, 22-24 février 2021

Distribution: générale	Point 4 de l'ordre du jour
Date: 29 janvier 2021	WFP/EB.1/2021/4-B*
Original: anglais	Questions de politique générale
<i>*Nouvelle parution pour raisons techniques le 15 février 2021</i>	Pour information

Les documents du Conseil d'administration sont disponibles sur le site Web du PAM (<https://executiveboard.wfp.org/fr>).

Point sur l'application par le PAM de la résolution 72/279 de l'Assemblée générale des Nations Unies (Repositionnement du système des Nations Unies pour le développement)

1. La présente note d'information fait suite au document soumis au Conseil d'administration à sa deuxième session ordinaire de 2020 pour faire le point sur le même sujet¹. Elle présente un complément d'informations concernant la mise en œuvre par le PAM de la résolution 72/279 de l'Assemblée générale des Nations Unies sur le repositionnement du système des Nations Unies pour le développement².

Introduction: La réforme du système des Nations Unies pour le développement sur fond de COVID-19

2. La présente note d'information expose un certain nombre d'éléments nouveaux dignes d'intérêt qui sont apparus depuis le dernier point sur la réforme du système des Nations Unies pour le développement, publié en novembre 2020. Elle présente notamment les mesures prises par le PAM pour procéder à l'examen des bureaux multipays, ainsi qu'une analyse plus approfondie des caractéristiques de la contribution du PAM aux modalités de fonctionnement, en interne et, plus largement, dans l'ensemble du système des Nations Unies pour le développement. Par ailleurs, le PAM se félicite de l'adoption, en décembre 2020, du nouvel examen quadriennal complet des activités opérationnelles de développement. Il est en train d'en analyser les résultats et d'étudier les dispositions à

¹ [WFP/EB.2/2020/4-E](https://www.wfp.org/publications/wfp-eb-2020-4-e).

² Résolution 72/279 de l'Assemblée générale adoptée le 31 mai 2018: Repositionnement du système des Nations Unies pour le développement dans le cadre de l'examen quadriennal complet des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies (A/RES/72/279; <https://undocs.org/fr/a/res/72/279>).

Coordonnateurs responsables:

M. A. Abdulla
Directeur exécutif adjoint
Tél.: 066513-2401

Mme C. Ushiyama
Directrice
Division chargée des interactions avec le système des Nations Unies et de la collaboration multilatérale
courriel: coco.ushiyama@wfp.org

prendre pour tenir compte des mesures préconisées dans les discussions portant sur son nouveau plan stratégique et d'autres aspects de ses opérations.

Renforcer l'appui apporté à l'échelle du système au Programme de développement durable à l'horizon 2030 et aux objectifs de développement durable au niveau des pays

3. Les équipes de pays des Nations Unies continuent de contribuer à apporter une réponse cohérente à la pandémie en collaborant avec les gouvernements, les institutions financières internationales et d'autres partenaires afin d'élaborer et de mettre en œuvre des plans d'intervention socioéconomiques. À ce jour, 118 plans de ce type ont été mis au point, en adéquation avec les objectifs stratégiques définis dans les domaines de la santé, de la protection sociale et des services essentiels, de manière à préserver l'emploi, à faciliter les interventions macroéconomiques et à favoriser la cohésion sociale. Certes, ces plans permettent aux organismes des Nations Unies de riposter énergiquement face à la COVID-19, mais il est essentiel qu'ils s'articulent avec la poursuite du développement durable à long terme afin qu'il soit possible de "reconstruire en mieux" et d'ouvrir la voie à une transition en douceur vers la programmation d'interventions à l'issue de la crise. La conception et l'élaboration des plans-cadres de coopération des Nations Unies pour le développement durable (ci-après les "plans-cadres de coopération") et les analyses communes de pays sur lesquelles ils reposent sont des activités essentielles; en effet, elles conditionnent l'aptitude des entités des Nations Unies à éclairer et adapter les activités coordonnées mises en place pour accompagner l'évolution des priorités nationales de développement et à y contribuer.
4. Certes, la COVID-19 constitue un obstacle sans précédent sur la voie de la réalisation des objectifs de développement durable (ODD), mais elle ouvre également au PAM de nouvelles perspectives de partenariat, notamment avec les gouvernements, d'autres organismes, les institutions financières internationales et la société civile. Le perfectionnement des analyses communes de pays et l'harmonisation des plans stratégiques de pays du PAM avec les plans-cadre de coopération favorisent également la recherche de possibilités de mettre en place des programmes communs et l'essor de ce type de programmes. Le PAM participe activement à l'équipe spéciale mise en place par le Groupe des Nations Unies pour le développement durable afin de réfléchir à l'élaboration des programmes et à leurs résultats, et lui apporte son concours; cette équipe s'attelle aujourd'hui à l'examen des directives actuelles en matière de programmation conjointe et à l'élaboration d'une nouvelle approche et de directives globales en la matière dans le cadre de la réforme du système des Nations Unies pour le développement.
5. En ce qui concerne les activités d'apprentissage à l'échelle du système, le Bureau de la coordination des activités de développement des Nations Unies (BCAD) et l'École des cadres du système des Nations Unies ont créé des cours en ligne sur les nouvelles façons de travailler et les nouveaux processus liés aux analyses communes de pays et aux plans-cadres de coopération. La mise en place de ces formations est en cours au PAM par l'intermédiaire de ses bureaux régionaux, ce qui contribue à permettre au personnel du PAM de mieux appréhender les changements opérationnels qui se produisent au niveau des pays et de favoriser ces évolutions.
6. Les bureaux régionaux du PAM, qui continuent de piloter la participation active du Programme à la réalisation de l'examen régional mené dans le cadre de la réforme, utilisent à cet effet les plateformes de collaboration régionale récemment créées. Au dernier trimestre de 2020, ces cinq plateformes ont organisé les premières séances d'initiation. Sous l'impulsion d'une nouvelle dynamique régionale, les bureaux régionaux du PAM ont intensifié leur participation à la collaboration interinstitutions et au volet régional de la réforme du système des Nations Unies pour le développement. Ainsi, au second semestre de 2020, le Bureau régional pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord a participé activement

à plus d'une quinzaine de réunions régionales organisées au niveau des directeurs régionaux, consacrées à des questions comme les interventions mises en place à l'échelle du système des Nations Unies pour riposter à la COVID-19, les réponses à apporter aux crises politiques qui secouent la région, la création de plateformes de collaboration régionale, les progrès de la mise en place de coalitions thématiques ou les équipes régionales de gestion des opérations, entre autres. En 2021, les bureaux régionaux du PAM devraient continuer d'intensifier leur participation à la mise en pratique des conclusions de l'examen régional, afin de veiller à ce que tous les aspects de la réforme soient appliqués et concourent à donner davantage de cohérence à l'offre régionale que le système des Nations Unies propose aux États membres.

7. L'exécution de l'examen des bureaux multipays se poursuit sous la conduite de la Vice-Secrétaire générale qui, en sa qualité de Présidente du Groupe des Nations Unies pour le développement durable, définit les grandes orientations et les directives au nom du Secrétaire général. Le groupe restreint du Groupe des Nations Unies pour le développement durable est actuellement la principale structure interinstitutions chargée de suivre au jour le jour et de superviser la mise en œuvre des engagements pris par le Groupe en ce qui concerne le renforcement de l'appui aux sites desservis par les bureaux multipays; de surcroît, ce groupe agit en concertation étroite avec les équipes de pays des Nations Unies et veille à ce qu'elles reçoivent l'appui voulu.
8. Le PAM, qui fait partie du groupe restreint, s'emploie à honorer les engagements pris par le Groupe des Nations Unies pour le développement durable en ce qui concerne l'examen des bureaux multipays, notamment, lorsque cela présente un intérêt, dans le cadre des opérations qu'il mène dans les sous-régions des Caraïbes et du Pacifique. Par exemple, l'ouverture d'un bureau à la Barbade au milieu de l'année 2018 a permis au PAM de renforcer considérablement ses moyens d'action dans les Caraïbes. Le pôle implanté à la Barbade, qui couvre l'ensemble de la région des Caraïbes anglophones et néerlandophones, dessert une zone où opèrent cinq coordonnateurs résidents et huit équipes de pays des Nations Unies. Depuis fin 2020, le bureau multipays implanté à la Barbade affecte également des consultants chargés de projet dans plusieurs autres sites situés dans des pays qui relèvent du bureau multipays des Caraïbes (Jamaïque, Dominique et Sainte-Lucie), et des formules analogues sont à l'étude pour le Guyana et Trinité-et-Tobago. Le pôle de la Barbade prévoit également de lancer un plan stratégique multipays quinquennal (2022-2027), qui concordera avec le prochain cadre de coopération multipays des Nations Unies. Si les financements et les mesures de restriction liées à la pandémie de COVID-19 le permettent, le PAM renforcera sa présence dans le Pacifique Nord avec du personnel recruté sur le plan international et national, de manière à atteindre ses objectifs en matière de sécurité alimentaire, de logistique et de préparation de la mise en place de télécommunications d'urgence.
9. Le PAM s'emploie à favoriser la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire pour les pays qui relèvent du bureau multipays de la Barbade, comme le montre, par exemple, l'attention portée au partage de l'expérience des pays des Caraïbes, notamment avec les pays hispanophones qui n'appartiennent pas à la Communauté des Caraïbes. Le PAM a organisé une série de manifestations rassemblant des homologues de différents pays afin qu'ils échangent à propos de leur expérience et des pratiques optimales en matière de protection sociale et de gestion des risques de catastrophe.

Promouvoir des modalités de fonctionnement communes pour plus d'efficacité

10. Les informations actualisées présentées ci-après ont pour objet de permettre au Conseil d'administration de se faire une idée plus précise de l'effet de la réforme du système des Nations Unies pour le développement sur les modalités de fonctionnement communes,

l'objectif étant de rendre le système des Nations Unies pour le développement plus efficient et plus efficace. Le PAM donnera des précisions sur les gains d'efficacité obtenus en 2020, notamment en ce qui concerne les locaux communs, dans son Rapport annuel sur les résultats de 2020, qui sera publié au milieu de l'année 2021.

Services d'appui communs et stratégies relatives aux modalités de fonctionnement

11. En 2020, le BCAD a sélectionné 15 bureaux de pays du PAM aux fins de la mise en place de services d'appui communs. Le PAM contribue à guider son personnel présent sur le terrain dans cette entreprise. En outre, il s'emploie actuellement à renforcer ses capacités sur le terrain dans la perspective du prochain cycle de création de services d'appui communs, et il étudie la possibilité que ses équipes régionales participent à des stratégies relatives aux modalités de fonctionnement à l'échelon régional, étant donné qu'à cet égard, l'idée d'une formule "passe-partout" est en voie d'abandon. Ce nouveau champ de coopération donne aux équipes de pays des Nations Unies l'occasion de déterminer quelles sont les solutions les plus appropriées pour elles et comment leurs membres peuvent s'y prendre pour collaborer plus efficacement afin de rationaliser les stratégies relatives aux modalités de fonctionnement et de les moduler en fonction du contexte local. En janvier 2021, 50 des 84 bureaux de pays du PAM avaient achevé l'actualisation de leur stratégie relative aux modalités de fonctionnement; dans les 34 bureaux de pays restants, cette mise à jour est à un stade plus ou moins avancé. En 2021, le PAM a l'ambition de renforcer encore la collaboration interinstitutions en incitant un plus grand nombre d'organismes des Nations Unies à privilégier l'utilisation de la plateforme de réservation pour le personnel humanitaire pour les besoins des services communs du personnel des Nations Unies.

Locaux communs

12. Le PAM continue d'accomplir des progrès importants dans l'analyse des données relatives à son parc immobilier, et le recensement des possibilités de mutualisation de locaux avance à grands pas. Grâce à la concertation dynamique menée sur le terrain et au niveau mondial, le PAM n'est pas loin d'atteindre l'objectif fixé par le Secrétaire général, à savoir que 50 pour cent des locaux soient communs d'ici à la fin de 2021. En novembre 2020, le PAM a révisé le pourcentage de référence pour les locaux communs afin de se conformer au plan de mutualisation des locaux établi par le BCAD. Par conséquent, l'analyse des données de 2020 prend en compte les bureaux régionaux, les bureaux dans les capitales, les bureaux de pays, les bureaux auxiliaires et les autres bureaux extérieurs, à l'exclusion des résidences, des entrepôts, des bureaux mis à disposition par les gouvernements et des locaux non partagés qu'il est impossible de mutualiser. En janvier 2021, le PAM dispose de 447 locaux au total, dont 207 sont partagés avec d'autres entités des Nations Unies, ce qui correspond à 46,3 pour cent de locaux communs. Étant donné que ce pourcentage est établi en fonction de la référence révisée mentionnée plus haut, il n'est pas possible de le comparer aux pourcentages établis à partir des données des années antérieures.

Déclaration de reconnaissance mutuelle

13. La déclaration de reconnaissance mutuelle, que le PAM a signée en 2019, permet à une entité des Nations Unies signataire d'utiliser les politiques, les procédures, les contrats-cadres et les mécanismes opérationnels connexes d'une autre entité, ou de s'en prévaloir, pour mettre en œuvre des activités sans autre forme d'évaluation, de vérification ou d'approbation. En 2021, le PAM poursuivra l'application de la déclaration de reconnaissance mutuelle dans différents domaines fonctionnels dans lesquels il a l'intention de fournir des services à d'autres entités des Nations Unies, notamment l'administration (parc de véhicules, plateforme de réservation pour le personnel humanitaire, ingénierie et infrastructures), la chaîne d'approvisionnement mondiale et le module des télécommunications d'urgence.

Plateformes de services

14. Dans le but de faire avancer la réforme du système des Nations Unies pour le développement, et misant sur son propre avantage comparatif, le PAM a mis au point un outil dématérialisé qui intègre toutes les étapes de la prestation de services de la chaîne d'approvisionnement. Cet outil, appelé "Service Marketplace", est une plateforme en ligne qui permet aux entités d'adresser au PAM des demandes de services et de les suivre. Cette plateforme a été expérimentée avec succès en Éthiopie et en Somalie pour la prestation de services logistiques au niveau des pays: elle a permis d'épauler les partenaires des Nations Unies et des organisations non gouvernementales, d'améliorer l'efficacité opérationnelle et de simplifier la communication. Tout au long de l'année 2020, le PAM a poursuivi la mise en place de cet outil au niveau des pays: la plateforme a été mise en service dans trois pays de plus (Djibouti, le Kenya et l'Ouganda) où sont notamment proposés des services d'entreposage et de transport aérien, maritime et terrestre. Plus de 20 autres bureaux de pays vont mettre cette plateforme en place en 2021, ce qui constitue un pas de plus vers la généralisation à tous les pays où le PAM propose des services et permettra de contribuer activement à répondre à l'appel à "s'unir dans l'action" lancé par l'Organisation des Nations Unies et d'intensifier les efforts entrepris par le PAM pour réaliser l'ODD 17.
15. Cette plateforme de services joue également un rôle dans la contribution apportée par le PAM à la riposte sanitaire et humanitaire mondiale enclenchée pour faire face à la COVID-19. Afin de contrecarrer les répercussions des mesures prises pour enrayer la propagation du virus sur les chaînes d'approvisionnement et les marchés du transport commercial à l'échelle mondiale, le PAM a mis en place un réseau en étoile tirant parti de son réseau logistique existant, et il a rapidement activé la plateforme de services d'urgence "Emergency Service Marketplace", une version mondiale du programme précédemment expérimenté, afin de permettre aux organismes humanitaires partenaires de réserver en ligne des services essentiels de transport mondial de marchandises qui sont mis gracieusement à la disposition des usagers. Cette plateforme a permis au PAM d'abandonner les méthodes moins automatisées de suivi des demandes traditionnellement utilisées (feuilles de calcul, etc.) pour adopter un système en ligne simplifié qui centralise toute une série de fonctions existant au PAM, ce qui permet d'avoir une image plus précise des besoins et des demandes des partenaires, de simplifier les communications avec eux et de renforcer les synergies au sein des unités du PAM qui fournissent des services.
16. En outre, le rôle névralgique de la plateforme de services d'urgence s'inscrivait dans une initiative encore plus large de dématérialisation menée par deux divisions du PAM, la Division des opérations liées à la chaîne d'approvisionnement et la Division des technologies; elle a permis d'avoir une image précise de l'ensemble des mouvements de marchandises, de la planification à la livraison. À cet effet, il a fallu déployer rapidement une solution de localisation sur le système interne du PAM (DOTS); ainsi, la centralisation de toute une série de fonctions de localisation des marchandises dont disposaient le PAM et ses partenaires a permis de suivre les livraisons en continu. Au total, en janvier 2021, 2 636 demandes étaient parvenues sur cette plateforme, et plus de 140 000 mètres cubes d'articles essentiels pour lutter contre la COVID-19, notamment du matériel de protection individuelle, des concentrateurs d'oxygène et des produits de soin, avaient été expédiés dans 172 pays pour le compte de 48 organismes.
17. La communauté d'aide humanitaire a rendu hommage au travail accompli par le PAM tout au long de la riposte à la COVID-19, et elle a pris conscience de l'utilité d'un pôle de services centralisé et d'un réseau international de plateformes, qui s'avèrent cruciaux dans la perspective des prochaines interventions d'urgence d'envergure mondiale. Dans une enquête réalisée auprès des partenaires qui ont fait appel aux services de fret du PAM, 78 pour cent d'entre eux se sont déclarés très satisfaits ou satisfaits et ont indiqué qu'ils recommanderaient à leur direction de solliciter le PAM pour appuyer les capacités

d'intervention de l'organisme auquel ils appartiennent. De plus, l'approche intégrée adoptée par le PAM lui a permis d'appliquer une formule d'enregistrement et de suivi des services plus structurée et plus efficace.

18. À l'avenir, fort de cette expérience, le PAM a l'intention d'aller plus loin et de fournir, grâce à la plateforme de services, un point d'accès unique aux services du PAM pour les besoins du suivi et de la transmission des informations. Tirant parti de la notoriété acquise par son offre de prestation de services en 2020, le PAM continuera de conforter sa place de prestataire privilégié et de faire en sorte de participer activement aux stratégies relatives aux modalités de fonctionnement et aux services d'appui communs au niveau des pays. Il va également accélérer la mise en place concrète de trois outils clés - la reconnaissance mutuelle, les principes de calcul des coûts et des prix et les principes de satisfaction de la clientèle - et continuer à fournir aux partenaires des services d'excellente qualité.

Parc de véhicules commun³

19. En collaboration avec le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), le PAM continue de travailler à la mise en place d'un parc de véhicules commun des Nations Unies, l'objectif étant que tous les organismes des Nations Unies présents dans les sites concernés aient effectivement accès à des véhicules, à condition d'avoir adhéré à ce dispositif. Il s'agit de proposer des services communs de location de véhicules et d'auto-assurance afin de faire profiter d'autres organismes des Nations Unies des gains d'efficacité obtenus par le PAM et le HCR grâce à l'optimisation et à la standardisation des processus et de la prestation des services. Une analyse des données réalisée conjointement par le PAM et le HCR à la fin de 2020 a révélé qu'à l'échelle mondiale, le passage de l'achat à la location de véhicules et l'optimisation de la taille et des caractéristiques du parc pourraient incontestablement permettre d'améliorer le ratio coûts/avantages. En outre, dans le cadre de la collaboration entre les organismes ayant leur siège à Rome, le PAM et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) mettent la dernière main à un projet d'offre de service et d'accord de portée mondiale au titre duquel le PAM fournira à la FAO des services afférents au parc de véhicules légers. Depuis le dernier trimestre de 2020, le PAM se concerte avec le Fonds international de développement agricole (FIDA) pour évoquer les possibilités d'optimiser ses solutions de transport de personnel faisant appel à des véhicules légers.
20. Au niveau des équipes de pays des Nations Unies, l'idée est que le lancement, à terme, d'un parc de véhicules commun des Nations Unies s'inscrirait dans le cadre des stratégies relatives aux modalités de fonctionnement et des services d'appui communs en mettant à profit les services de mobilité et les services d'appui dématérialisés de la plateforme de réservation pour le personnel humanitaire dont le PAM assure le fonctionnement. L'objectif est de proposer des services de mobilité partagée et de permettre le covoiturage et l'autopartage entre les organismes des Nations Unies dans un cadre financier et juridique commun établi au niveau de chaque pays pour les questions de mobilité, et de rendre compte des gains d'efficacité de manière uniformisée. Le service de mobilité partagée des Nations Unies est hébergé sur la plateforme de réservation pour le personnel humanitaire, et il est un élément constitutif de la solution globale associant la stratégie relative aux modalités de fonctionnement et les services d'appui communs. Ce service s'est considérablement développé en 2020 puisqu'il a desservi 70 pays et 325 bureaux au moyen de plus de 2 800 véhicules qui ont transporté plus de 200 000 passagers. Il représente un potentiel important en matière de réduction des émissions de CO₂ et de gains d'efficacité, grâce aux économies découlant de l'automatisation des procédures, qui se traduit par une diminution du nombre d'opérations manuelles et du risque d'erreurs humaines, et à la

³ L'expression parc de véhicules fait ici référence aux véhicules dits "légers", comme les voitures, les fourgonnettes ou les motos.

possibilité de réduire le nombre de véhicules en développant le plus possible le covoiturage. Le service de mobilité partagée propose un outil informatisé pour le covoiturage, un mode de transport qui a représenté en 2020 18 pour cent du total des déplacements routiers réservés par l'intermédiaire de la plateforme. De plus, grâce à l'ajout de nouvelles fonctionnalités de traçage des cas de COVID-19, ce service est rapidement devenu une solution très recherchée dans le cadre de la riposte à la pandémie. Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance a souscrit à ce service pour ses opérations partout dans le monde, tandis que d'autres organismes des Nations Unies sont en train de l'expérimenter. Au FIDA, par exemple, les essais vont débiter ce trimestre. L'ambition est que le nombre de partenaires des Nations Unies qui rejoignent cette plateforme augmente afin qu'elle devienne la solution de mobilité partagée au niveau des pays pour l'ensemble du système des Nations Unies.

Centre de solutions numériques des Nations Unies

21. Le Centre de solutions numériques des Nations Unies propose une technologie innovante qui met à la disposition de l'ensemble du système des Nations Unies des solutions partagées de dématérialisation et d'automatisation des tâches. Ce centre a testé et expérimenté des innovations et des solutions technologiques qui peuvent être appliquées à grande échelle dans un souci d'optimisation et de réduction des coûts. La plateforme d'identité numérique "Digital ID", le centre d'échange "Clearing House" et l'application "Jambo" sont autant d'exemples de ces innovations.
22. L'objectif de la mise en place de la plateforme d'identité numérique consiste à transformer la gestion des cartes d'identité des employés des Nations Unies en faisant appel à la technologie de la chaîne de blocs et à la biométrie pour leur fournir une solution d'identification universelle valable dans l'ensemble du système. Cette plateforme centralise l'ensemble des données d'un employé: données personnelles, informations à caractère professionnel, dossier médical et données concernant les voyages, la sécurité, la paie et la pension. Le Centre de solutions numériques travaille actuellement à la mise au point d'un prototype fonctionnel qui fonctionnera sur une application mobile.
23. Deuxième exemple, à l'heure actuelle, sur la plateforme de réservation pour le personnel humanitaire, chaque prestataire de services dispose de son propre système administratif et la plupart des paiements nécessitent de nombreuses opérations manuelles. Le centre d'échange Clearing House, en revanche, sera un système de facturation automatisée permettant de supprimer les paiements en espèces; ce dispositif utilisera l'automatisation robotisée des processus afin d'améliorer l'efficacité et de réduire le risque d'erreurs et de fraude. Ce projet a débuté au dernier trimestre de 2020, et le Centre de solutions numériques en poursuit le développement et l'expérimentation cette année.
24. Enfin, Jambo est l'un des projets du Centre de solutions numériques qui donnent déjà des résultats tangibles. Il s'agit d'une application mobile d'annuaire téléphonique des Nations Unies disponible dans les boutiques en ligne de Google et d'Apple. À l'heure actuelle, Jambo est utilisé par 3 500 personnes dans huit organismes des Nations Unies qui comptent au total plus de 90 000 employés.

Appuyer le système des coordonnateurs résidents des Nations Unies

25. Depuis que la réforme du système des Nations Unies pour le développement a débuté et que le système des coordonnateurs résidents a été dissocié du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), en janvier 2019, le rôle des coordonnateurs résidents, dont les pouvoirs ont été renforcés, a pris encore plus d'importance. Pour le PAM, le fait que certains membres de son personnel de haut niveau, qui possèdent une connaissance approfondie des synergies entre les activités humanitaires et les activités de développement, fassent partie du vivier des coordonnateurs résidents est de plus en plus

déterminant pour être en mesure d'obtenir de meilleurs résultats en articulant action humanitaire et aide au développement, en relation avec la question de la paix. Le PAM continue de chercher à placer ses dirigeants particulièrement qualifiés dans le système des coordonnateurs résidents. À l'heure actuelle, 6,3 pour cent des coordonnateurs résidents viennent du PAM; celui-ci se place ainsi en troisième position parmi les entités des Nations Unies, derrière le PNUD (43 pour cent) et le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (11 pour cent), ce qui démontre l'expérience et le talent dont font preuve les hauts responsables du PAM. Actuellement, sept fonctionnaires du PAM (trois femmes et quatre hommes) sont détachés auprès du Secrétariat en qualité de coordonnateur résident. Parmi les coordonnateurs résidents, l'un occupe également le poste de coordonnateur de l'action humanitaire et représentant spécial adjoint du Secrétaire général, et deux autres remplissent les fonctions de coordonnateur résident et de coordonnateur de l'action humanitaire. Vingt et un autres fonctionnaires du PAM font partie du vivier de coordonnateurs résidents.

26. Le PAM se tient prêt à participer aux prochaines étapes de l'examen et de la conception du cadre de gestion et de responsabilité, sous la direction du Cabinet du Secrétaire général. Il est prévu qu'un projet de cadre pleinement intégré soit soumis à l'approbation des chefs de secrétariat des entités membres du Groupe des Nations Unies pour le développement durable, peut-être au début du printemps 2021. Le PAM participera à l'ensemble de ces travaux dans le souci de veiller à la cohérence, à la maîtrise collective et à la responsabilité mutuelle au sein du Groupe des Nations Unies pour le développement durable.
27. Comme le veut le modèle de financement du système des coordonnateurs résidents, le PAM prélève une redevance de 1 pour cent au titre de la coordination, ainsi que le prévoient les directives. En 2020, il a transféré au fonds d'affectation spéciale du système des coordonnateurs résidents le produit de cette redevance, soit 156 486 dollars É.-U. Le plus souvent, les donateurs choisissent de déduire cette redevance du montant total de leur contribution au lieu de majorer ce total de 1 pour cent, ce qui réduit d'autant le montant de leur contribution directe aux programmes.
28. Le modèle de financement du système des coordonnateurs résidents prévoit également que les membres du Groupe des Nations Unies pour le développement durable versent 77,5 millions de dollars par an au titre du partage des coûts. Depuis 2018, le PAM verse une quote-part de 2,9 millions de dollars par an. Il a versé l'intégralité des fonds nécessaires pour 2021. Les chefs de secrétariat des entités membres du Groupe des Nations Unies pour le développement durable ont rencontré la Vice-Secrétaire générale en novembre 2020 pour analyser les résultats de l'examen de cette formule de partage des coûts. Les chefs de secrétariat sont convenus de maintenir le principe de l'exclusion de l'ensemble des activités à vocation humanitaire, prenant note de la possibilité de reconsidérer cette question à la faveur de l'examen plus approfondi du système des coordonnateurs résidents qui doit avoir lieu plus tard dans l'année. Pour l'heure, une nouvelle formule de partage des coûts utilisant de nouvelles données financières et intégrant plusieurs autres entités du Groupe des Nations Unies pour le développement durable sera donc appliquée à compter de janvier 2022. Le PAM ne s'attend pas à une augmentation significative du montant annuel à verser, même si le BCAD calculera plus tard dans l'année le montant définitif à acquitter au titre du partage des coûts. Le PAM tiendra le Conseil d'administration informé de l'évolution de la situation.

29. Pour faire état des progrès accomplis par le PAM au regard des indicateurs du pacte de financement⁴, un bilan complet du niveau actuel des indicateurs est présenté en annexe à la présente note d'information.

Conclusion

30. En 2021, à l'heure où le monde se relève de la pandémie planétaire et "reconstruit en mieux", et alors qu'il reste moins de neuf ans dans cette décennie d'action pour la réalisation des ODD, le PAM entend continuer de se concentrer sur l'obtention de résultats à grande échelle. À l'avenir, le nouvel examen quadriennal complet, qui met davantage l'accent sur les priorités thématiques et transversales, devrait permettre au système des Nations Unies de recentrer collectivement ses activités sur l'action et les résultats. Il devrait également éclairer l'élaboration du plan stratégique du PAM. Enfin, au niveau mondial, toute une série de sommets de haut niveau vont être organisés cette année sur un éventail de sujets, comme le changement climatique, la biodiversité, les systèmes alimentaires, l'énergie et les transports; il faudra donc que l'ensemble des parties prenantes soient à l'unisson et adoptent une démarche cohérente à tous les niveaux afin d'accélérer les résultats obtenus dans les pays pour atteindre les ODD.

⁴ Mise en œuvre de la résolution 71/243 de l'Assemblée générale sur l'examen quadriennal complet des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies en 2019: pacte de financement – Rapport du Secrétaire général (A/74/73/Add.1-E/2019/14/Add.1).

ANNEXE

ENGAGEMENTS DES ÉTATS MEMBRES						
Engagement pertinent	Indicateurs propres aux entités	Valeurs de référence et valeurs cibles figurant dans le pacte de financement	Valeurs de référence du PAM - 2018	Données du PAM - 2019	Données actualisées du PAM - juin 2020	Données actualisées du PAM - janvier 2021
Adapter le financement aux besoins des entités						
1. Accroître les ressources de base du système des Nations Unies pour le développement	Part des ressources de base dans les contributions volontaires destinées à financer des activités liées au développement	Référence (2017): 19,4 % Cible (2023): 30 %	Part des ressources de base du PAM dans le montant global des recettes: 2018 = 6 % (Toutes ressources comprises, qu'elles servent à financer des activités d'aide humanitaire ou de développement).	Part des ressources de base du PAM dans le montant global des recettes: 2019 = 5 % (Toutes ressources comprises, qu'elles servent à financer des activités d'aide humanitaire ou de développement).	Part des ressources de base du PAM dans le montant global des recettes: 2020 = 10 % (Toutes ressources comprises, qu'elles servent à financer des activités d'aide humanitaire ou de développement).	Part des ressources de base du PAM dans le montant global des recettes: 2020 = 6 % (Toutes ressources comprises, qu'elles servent à financer des activités d'aide humanitaire ou de développement).
	Part des ressources de base dans le financement des activités liées au développement (contributions statutaires comprises)	Référence (2017): 27 % Cible (2023): 30 %	Le PAM ne reçoit aucune contribution statutaire.	Le PAM ne reçoit aucune contribution statutaire.	Le PAM ne reçoit aucune contribution statutaire.	Le PAM ne reçoit aucune contribution statutaire.

ENGAGEMENTS DES ÉTATS MEMBRES

Engagement pertinent	Indicateurs propres aux entités	Valeurs de référence et valeurs cibles figurant dans le pacte de financement	Valeurs de référence du PAM - 2018	Données du PAM - 2019	Données actualisées du PAM - juin 2020	Données actualisées du PAM - janvier 2021
2. Doubler la part des contributions aux ressources autres que les ressources de base allouées aux activités de développement qui est financée par des fonds de financement commun	Pourcentage des ressources autres que les ressources de base allouées aux activités de développement qui sont financées par des fonds de financement commun interinstitutions	Référence (2017): 5 % Cible (2023): 10 %	Part des ressources du PAM autres que les ressources de base qui sont financées par des fonds de financement commun interinstitutions: 2018 = 3,5 % (Toutes ressources comprises, qu'elles servent à financer des activités d'aide humanitaire ou de développement).	Part des ressources du PAM autres que les ressources de base qui sont financées par des fonds de financement commun interinstitutions: 2019 = 3,2 % (Toutes ressources comprises, qu'elles servent à financer des activités d'aide humanitaire ou de développement).	Part des ressources du PAM autres que les ressources de base qui sont financées par des fonds de financement commun interinstitutions: 2020 = 5,6 % (Toutes ressources comprises, qu'elles servent à financer des activités d'aide humanitaire ou de développement).	Part des ressources du PAM autres que les ressources de base qui sont financées par des fonds de financement commun interinstitutions: 2020 = 4,8 % (Toutes ressources comprises, qu'elles servent à financer des activités d'aide humanitaire ou de développement).
interinstitutions et des fonds thématiques propres aux institutions	Pourcentage des ressources autres que les ressources de base allouées aux activités de développement qui sont financées par des fonds thématiques propres aux institutions	Référence (2017): 3 % Cible (2023): 6 %	Le PAM ne dispose d'aucun instrument de financement thématique.	Le PAM ne dispose d'aucun instrument de financement thématique.	Le PAM ne dispose d'aucun instrument de financement thématique.	Le PAM ne dispose d'aucun instrument de financement thématique.

ENGAGEMENTS DES ÉTATS MEMBRES

Engagement pertinent	Indicateurs propres aux entités	Valeurs de référence et valeurs cibles figurant dans le pacte de financement	Valeurs de référence du PAM - 2018	Données du PAM - 2019	Données actualisées du PAM - juin 2020	Données actualisées du PAM - janvier 2021
Garantir la stabilité						
3. Diversifier les sources de financement du système des Nations Unies pour le développement	Nombre d'entités du Groupe des Nations Unies pour le développement durable qui affichent un accroissement annuel du nombre de donateurs versant des contributions volontaires aux ressources de base	Référence (2017): 66 % Cible (2023): 100 %	Nombre d'États partenaires qui versent des contributions aux ressources de base: 2018 = 36 %.	Nombre d'États partenaires qui versent des contributions aux ressources de base: 2019 = 40 %.	Nombre d'États partenaires qui versent des contributions aux ressources de base: 2020 = 32 %.	Nombre d'États partenaires qui versent des contributions aux ressources de base: 2020 = 34 %.
	Nombre d'États membres qui versent des contributions aux fonds de financement commun interinstitutions et aux fonds thématiques propres aux institutions	Référence (2017): 59 et 27 Cible (2023): 100 et 50	Le PAM ne gère pas de fonds de financement commun et ne dispose d'aucun instrument de financement thématique.	Le PAM ne gère pas de fonds de financement commun et ne dispose d'aucun instrument de financement thématique.	Le PAM ne gère pas de fonds de financement commun et ne dispose d'aucun instrument de financement thématique.	Le PAM ne gère pas de fonds de financement commun et ne dispose d'aucun instrument de financement thématique.

ENGAGEMENTS DES ÉTATS MEMBRES

Engagement pertinent	Indicateurs propres aux entités	Valeurs de référence et valeurs cibles figurant dans le pacte de financement	Valeurs de référence du PAM - 2018	Données du PAM - 2019	Données actualisées du PAM - juin 2020	Données actualisées du PAM - janvier 2021
4. Assurer un financement prévisible pour répondre aux besoins particuliers des entités du	Déficits de financement dans les cadres de financement des plans stratégiques des entités du Groupe des Nations Unies pour le développement durable	Référence (2018): à déterminer Cible (2021): à déterminer	En 2018, le PAM a reçu 7,3 milliards de dollars, à rapporter à des besoins dont le montant total s'élevait à 10,5 milliards de dollars, soit 70 %.	En 2019, le PAM a reçu 8,1 milliards de dollars, à rapporter à des besoins dont le montant total s'élevait à 12,6 milliards de dollars, soit 64 %.	En 2020, le PAM a jusqu'ici reçu 4 milliards de dollars, à rapporter à des besoins dont le montant total s'élevait à 10,6 milliards de dollars, soit 38 %.	En 2020, le PAM a reçu 8,4 milliards de dollars, à rapporter à des besoins dont le montant total s'élevait à 13,7 milliards de dollars, soit 61 %.
Groupe des Nations Unies pour le développement durable, qui sont énoncés dans les plans stratégiques des entités membres, et aux besoins de financement du plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement au niveau national	Proportion d'entités du système des Nations Unies pour le développement qui disent recevoir au moins 50 % de leurs contributions dans le cadre d'engagements pluriannuels	Référence (2017): 12/25, soit 48 % Cible (2023): 100 %	Pourcentage des recettes du PAM qui sont pluriannuelles: 14 % Pourcentage des recettes du PAM d'une durée supérieure à un an: 76,8 %.	Pourcentage des recettes du PAM qui sont pluriannuelles: 17 % Pourcentage des recettes du PAM d'une durée supérieure à un an: 74,9 %.	Pourcentage des recettes du PAM qui sont pluriannuelles: 23% Pourcentage des recettes du PAM d'une durée supérieure à un an: 62 %.	Pourcentage des recettes du PAM qui sont pluriannuelles: 17 % Pourcentage des recettes du PAM d'une durée supérieure à un an: 68 %.

ENGAGEMENTS DES ÉTATS MEMBRES						
Engagement pertinent	Indicateurs propres aux entités	Valeurs de référence et valeurs cibles figurant dans le pacte de financement	Valeurs de référence du PAM - 2018	Données du PAM - 2019	Données actualisées du PAM - juin 2020	Données actualisées du PAM - janvier 2021
Favoriser la cohérence et l'efficacité						
7. Appliquer pleinement les taux de recouvrement des dépenses approuvés par les organes directeurs compétents	Nombre moyen de dérogations à l'application du taux de recouvrement des dépenses accordées par entité du système des Nations Unies pour le développement et par an	Référence 2018: à confirmer Cible (à partir de 2019): 0	Nombre de de dérogations à l'application du taux de recouvrement des coûts d'appui indirects (CAI) accordées par le PAM en 2018: 28, pour une valeur totale de 1,03 million de dollars.	Nombre de de dérogations à l'application du taux de recouvrement des CAI accordées par le PAM en 2019: 20, pour une valeur totale de 0,9 million de dollars.	Nombre de de dérogations à l'application du taux de recouvrement des CAI accordées jusqu'ici par le PAM en 2020: 2, pour un montant total de 0,6 million de dollars.	Nombre de dérogations à l'application du taux de recouvrement des CAI accordées par le PAM en 2020: 4, pour un montant total de 0,3 million de dollars. Note: ces chiffres correspondent à la situation d'août 2020 et seront mis à jour fin février 2021.

ENGAGEMENTS RELATIFS AU GROUPE DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE - ENTITÉS DU GROUPE DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE						
Engagement pertinent	Indicateurs propres aux entités	Valeurs de référence et valeurs cibles figurant dans le pacte de financement	Valeurs de référence du PAM - 2018	Données du PAM - 2019	Données actualisées du PAM - juin 2020	Données actualisées du PAM - janvier 2021
Obtenir plus rapidement des résultats sur le terrain						
2. Accroître la collaboration sur les évaluations conjointes ou indépendantes à l'échelle du système pour améliorer l'appui des Nations Unies sur le terrain	Pourcentage de bureaux d'évaluation du Groupe des Nations Unies pour le développement durable qui participent à des évaluations conjointes ou indépendantes à l'échelle du système	Référence (2018): 29 % (évaluations conjointes), 20 % (évaluations indépendantes à l'échelle du système) Cible (2021): 75 % (évaluations conjointes), 50 % (évaluations indépendantes à l'échelle du système)	En 2018, le PAM a mené à bien cinq évaluations conjointes, et cinq autres étaient en cours. Il participe en outre à une évaluation interorganisations de l'action humanitaire menée pour faire face au phénomène El Niño en Éthiopie.	Au niveau décentralisé, le PAM a participé à neuf évaluations conjointes en 2019, dont trois étaient achevées à la fin de l'année (Colombie, Eswatini et Inde). De plus, le Bureau de l'évaluation du PAM a participé activement à l'évaluation interorganisations de l'action humanitaire menée pour faire face à la sécheresse en Éthiopie, évaluation qui s'est achevée en 2019, ainsi qu'à l'évaluation interorganisations de l'action humanitaire menée pour faire face au cyclone Idai au Mozambique et à celle portant sur l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et des filles. Enfin, les préparatifs de l'évaluation conjointe de la collaboration entre les	Au premier semestre 2020, le PAM a participé à six évaluations conjointes décentralisées. Toutes ces évaluations ont débuté en 2019 et trois ont été achevées (Bénin, Malawi et Mozambique). D'autres évaluations conjointes devraient débuter en 2020, mais pourraient être retardées en raison de la pandémie. Le PAM participe également aux deux évaluations interorganisations de l'action humanitaire qui ont été lancées en 2019, l'une concernant le Mozambique et l'autre axée sur l'égalité des sexes. En ce qui concerne les évaluations indépendantes à l'échelle du système, l'évaluation conjointe de la collaboration entre les	En 2020, le Bureau de l'évaluation du PAM a lancé, en collaboration avec la FAO et le FIDA, une évaluation conjointe de la collaboration entre les organismes des Nations Unies ayant leur siège à Rome. Le rapport d'évaluation sera présenté aux organes directeurs de ces organismes à la fin de 2021. En 2020, le Bureau de l'évaluation a également fourni des éléments factuels et des contributions stratégiques à l'appui de nombreux travaux portant sur les enseignements tirés des évaluations, travaux qui sont coordonnés par la Coalition mondiale pour l'évaluation de la COVID-19, et il collabore, aux côtés de la FAO, du FIDA et de l'Organisation

ENGAGEMENTS RELATIFS AU GROUPE DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE - ENTITÉS DU GROUPE DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE						
Engagement pertinent	Indicateurs propres aux entités	Valeurs de référence et valeurs cibles figurant dans le pacte de financement	Valeurs de référence du PAM - 2018	Données du PAM - 2019	Données actualisées du PAM - juin 2020	Données actualisées du PAM - janvier 2021
				organismes ayant leur siège à Rome ont démarré fin 2019 et se poursuivront en 2020.	siège à Rome est en préparation, et le PAM participe également à une étude d'évaluabilité interinstitutions réalisée sous la conduite de l'Organisation mondiale de la Santé, qui porte sur le Plan d'action mondial pour permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous; cette évaluation est en phase de collecte de données. Enfin, le PAM participe aux préparatifs d'une évaluation du fonds d'affectation spéciale pluripartenaire pour la riposte des Nations Unies face à la COVID-19.	des Nations Unies pour le développement industriel, à une synthèse des évaluations rapides des répercussions de la COVID-19 sur la sécurité alimentaire, qui sera prête d'ici au mois de mars 2021. Au niveau décentralisé, le PAM a continué de participer à des évaluations conjointes aux côtés d'autres organismes des Nations Unies et de partenaires publics. En ce qui concerne les évaluations décentralisées, cinq évaluations conjointes ont été achevées (Bénin, Malawi, Mozambique, Namibie et Inde) et six autres étaient en cours ou en préparation en janvier 2021. En outre, le PAM participe activement à des évaluations interorganisations de

ENGAGEMENTS RELATIFS AU GROUPE DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE - ENTITÉS DU GROUPE DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE						
Engagement pertinent	Indicateurs propres aux entités	Valeurs de référence et valeurs cibles figurant dans le pacte de financement	Valeurs de référence du PAM - 2018	Données du PAM - 2019	Données actualisées du PAM - juin 2020	Données actualisées du PAM - janvier 2021
						l'action humanitaire. Deux ont été achevées en 2020 (Mozambique et égalité des sexes et autonomisation des femmes et des filles) et une est en préparation (Yémen).
Améliorer la transparence et l'application du principe de responsabilité						
6. Clarifier les plans stratégiques et les cadres intégrés de résultats et de ressources présentés par les entités, ainsi que leurs rapports annuels sur les résultats obtenus au regard des dépenses	Proportion d'entités du Groupe des Nations Unies pour le développement durable qui ont tenu au cours de l'année écoulée des dialogues structurés au sein de leurs organes directeurs sur le financement des résultats de développement convenus pour le nouveau cycle de planification stratégique	Référence (2017): 62 % Cible (2021): 100 %	Les plans stratégiques et les cadres de résultats institutionnels du PAM sont approuvés par son Conseil d'administration. Les débats consacrés à ces documents comprennent, notamment, des concertations avec le Conseil sur le financement des résultats obtenus par le PAM en matière de développement.	La question du financement des résultats à obtenir en matière de développement est au cœur du plan stratégique et du cadre de résultats institutionnels du PAM. En 2019, elle a été évoquée par le PAM avec les membres du Conseil lors de la session annuelle et au cours de consultations informelles portant sur le Réseau d'évaluation de la performance des organisations multilatérales, la stratégie de partenariat et de collaboration avec les		Le PAM continue d'améliorer sa capacité de rendre compte des résultats et de la façon dont il emploie les ressources pour obtenir ces résultats. Cette question est au cœur des travaux en cours sur le plan stratégique et le cadre de résultats institutionnels pour la période 2022-2025.

ENGAGEMENTS RELATIFS AU GROUPE DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE - ENTITÉS DU GROUPE DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE						
Engagement pertinent	Indicateurs propres aux entités	Valeurs de référence et valeurs cibles figurant dans le pacte de financement	Valeurs de référence du PAM - 2018	Données du PAM - 2019	Données actualisées du PAM - juin 2020	Données actualisées du PAM - janvier 2021
				entités non gouvernementales (la version actualisée de la stratégie en matière de partenariat avec le secteur privé) et la stratégie du PAM en matière d'achats locaux de produits alimentaires.		
7. Améliorer la transparence et la communication d'informations au niveau des entités et du système dans son ensemble en mettant en corrélation les ressources et les résultats liés aux ODD	Proportion d'entités du système des Nations Unies pour le développement qui communiquent individuellement des données financières au Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination (CCS)	Référence (2017): 69 % Cible (2021): 100 %	Oui. Le PAM présente ses données financières au CCS.	Fait. Pas de changement par rapport à l'année de référence (premier rapport présenté en 2008).	Fait. Pas de changement par rapport à l'année de référence.	Fait. Pas de changement par rapport à l'année de référence.
	Proportion d'entités du système des Nations Unies pour le développement qui publient leurs données conformément aux normes internationales les plus strictes en	Référence (2017): 36 % Cible (2021): 100 %	Oui. Le PAM publie ses données.	Fait. Pas de changement par rapport à l'année de référence (premier rapport communiqué à l'Initiative internationale pour la transparence de l'aide en juin 2014).	Fait. Pas de changement par rapport à l'année de référence.	Fait. Pas de changement par rapport à l'année de référence.

ENGAGEMENTS RELATIFS AU GROUPE DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE - ENTITÉS DU GROUPE DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE						
Engagement pertinent	Indicateurs propres aux entités	Valeurs de référence et valeurs cibles figurant dans le pacte de financement	Valeurs de référence du PAM - 2018	Données du PAM - 2019	Données actualisées du PAM - juin 2020	Données actualisées du PAM - janvier 2021
	matière de transparence					
	Proportion d'entités du système des Nations Unies pour le développement actives au niveau des pays qui rendent compte au Conseil des chefs de secrétariat pour la coordination des dépenses ventilées par pays	Référence (2017): 46 % Cible (2021): 100 %	Oui. Le PAM rend compte de la ventilation de ces dépenses.	Fait. Pas de changement par rapport à l'année de référence (premier rapport présenté en 2008).	Fait. Pas de changement par rapport à l'année de référence.	Fait. Pas de changement par rapport à l'année de référence.
	Proportion d'entités du système des Nations Unies pour le développement qui rendent compte des dépenses ventilées par ODD	Référence (2017): 20 % Cible (2021): 100 %	Oui. Le PAM rend compte de cette ventilation par ODD.	Fait. Pas de changement par rapport à l'année de référence (premier rapport présenté le 17 mai 2019).	Fait. Pas de changement par rapport à l'année de référence.	Fait. Pas de changement par rapport à l'année de référence.

ENGAGEMENTS RELATIFS AU GROUPE DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE - ENTITÉS DU GROUPE DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE						
Engagement pertinent	Indicateurs propres aux entités	Valeurs de référence et valeurs cibles figurant dans le pacte de financement	Valeurs de référence du PAM - 2018	Données du PAM - 2019	Données actualisées du PAM - juin 2020	Données actualisées du PAM - janvier 2021
9. Rendre les évaluations institutionnelles et les rapports d'audit interne plus accessibles, dans la limite des règles et politiques en matière de publication de l'information établies par les organes directeurs en vigueur au moment de l'établissement des rapports	Pourcentage des entités du système des Nations Unies pour le développement qui, si elles y sont autorisées conformément aux règles et politiques en matière de publication de l'information en vigueur, ont publié leurs évaluations internes sur le site Web du Groupe des Nations Unies pour l'évaluation	Référence (2018): 21 % Cible (2021): 100 %	Le PAM publie 100 % de ses rapports d'évaluation centralisée et décentralisée sur ses sites Web. En outre, les rapports qui respectent ou dépassent les normes de qualité fixées sont mis en ligne sur les sites Web du Groupe des Nations Unies pour l'évaluation et du Réseau d'apprentissage pour la responsabilisation et l'efficacité en matière d'assistance humanitaire, afin que les résultats des évaluations soient largement diffusés auprès des communautés de l'aide humanitaire et du développement à l'échelle mondiale.	Conformément aux engagements pris par le PAM dans sa politique en matière d'évaluation, toutes les évaluations centralisées et décentralisées sont publiées sur ses sites Web une fois que les rapports d'évaluation correspondants ont été définitivement approuvés. En outre, les rapports qui respectent ou dépassent les normes de qualité fixées sont mis en ligne sur les sites Web du Groupe des Nations Unies pour l'évaluation et du Réseau d'apprentissage pour la responsabilisation et l'efficacité en matière d'assistance humanitaire, afin qu'ils soient largement diffusés. Des mesures supplémentaires sont prises pour contribuer à tirer le meilleur parti des	Conformément aux engagements pris par le PAM dans sa politique en matière d'évaluation, toutes les évaluations centralisées et décentralisées sont publiées sur ses sites Web une fois que les rapports d'évaluation correspondants ont été définitivement approuvés. En outre, les rapports qui respectent ou dépassent les normes de qualité fixées sont mis en ligne sur les sites Web du Groupe des Nations Unies pour l'évaluation et du Réseau d'apprentissage pour la responsabilisation et l'efficacité en matière d'assistance humanitaire, afin qu'ils soient largement diffusés. Des mesures supplémentaires sont prises pour contribuer à tirer le meilleur parti des évaluations, notamment	Conformément aux engagements pris par le PAM dans sa politique en matière d'évaluation, toutes les évaluations centralisées et décentralisées sont publiées sur ses sites Web une fois que les rapports d'évaluation correspondants ont été définitivement approuvés. En outre, les rapports qui respectent ou dépassent les normes de qualité fixées par le PAM ou qui s'en approchent sont mis en ligne sur les sites Web du Groupe des Nations Unies pour l'évaluation et du Réseau d'apprentissage pour la responsabilisation et l'efficacité en matière d'assistance humanitaire, ainsi que sur le site de cartographie des évaluations (Evalmapper), afin qu'ils soient

ENGAGEMENTS RELATIFS AU GROUPE DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE - ENTITÉS DU GROUPE DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE						
Engagement pertinent	Indicateurs propres aux entités	Valeurs de référence et valeurs cibles figurant dans le pacte de financement	Valeurs de référence du PAM - 2018	Données du PAM - 2019	Données actualisées du PAM - juin 2020	Données actualisées du PAM - janvier 2021
				évaluations, notamment en organisant des activités d'apprentissage et en élaborant des produits d'évaluation adaptés à différents publics.	en organisant des activités d'apprentissage et en élaborant des produits d'évaluation adaptés à différents publics.	largement diffusés. Des mesures supplémentaires sont prises pour contribuer à tirer le meilleur parti des évaluations, notamment en organisant des activités d'apprentissage et en élaborant des produits d'évaluation adaptés à différents publics.
	Pourcentage de rapports d'audit interne, publiés conformément aux règles et politiques en matière de publication de l'information établies par les organes directeurs compétents, qui peuvent être consultés sur une plateforme/un site Web des Représentants des services d'audit interne des organismes des Nations Unies prévu à cet effet, sous réserve	Référence (2018): 0 Cible (2019): 100 %	Depuis 2013, les rapports d'audit interne du PAM sont en accès libre à l'adresse: https://www.wfp.org/audit-inspection-reports .	Depuis 2013, les rapports d'audit interne du PAM sont en accès libre à l'adresse: https://www.wfp.org/audit-inspection-reports . La plateforme des Représentants des services d'audit interne des organismes des Nations Unies n'a pas encore été mise en place.	Depuis 2013, les rapports d'audit interne du PAM sont en accès libre à l'adresse: https://www.wfp.org/audit-inspection-reports . La plateforme des Représentants des services d'audit interne des organismes des Nations Unies n'a pas encore été mise en place.	Depuis 2013, les rapports d'audit interne du PAM sont en accès libre à l'adresse: https://www.wfp.org/audit-inspection-reports . La plateforme des Représentants des services d'audit interne des organismes des Nations Unies n'a pas encore été mise en place - faute de financements étant donné que ce réseau n'est pas doté de ressources appropriées qui lui soient propres

ENGAGEMENTS RELATIFS AU GROUPE DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE - ENTITÉS DU GROUPE DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE						
Engagement pertinent	Indicateurs propres aux entités	Valeurs de référence et valeurs cibles figurant dans le pacte de financement	Valeurs de référence du PAM - 2018	Données du PAM - 2019	Données actualisées du PAM - juin 2020	Données actualisées du PAM - janvier 2021
	que les ressources nécessaires soient disponibles					(cette question est à l'étude).
10. Accroître la visibilité des résultats obtenus grâce aux contributions volontaires aux ressources de base, aux contributions aux fonds communs et thématiques, et aux contributions des pays de programme	Mention expresse des donateurs versant des contributions volontaires aux ressources de base ou des contributions aux fonds communs et thématiques, ainsi que des contributions des pays de programme dans les rapports annuels des équipes de pays des Nations Unies sur les résultats obtenus et dans les rapports mondiaux et par pays présentés par chaque entité	Référence (2018): sans objet Cible (2020): Oui	Ces contributions sont mises en évidence dans le rapport annuel sur les résultats du PAM et dans tous les rapports annuels par pays ainsi que dans un rapport interne annuel sur les contributions souples.	Le PAM utilise ses rapports annuels (le rapport annuel sur les résultats et les rapports annuels par pays) pour mettre en évidence les résultats obtenus grâce aux contributions volontaires.	Le PAM utilise ses rapports annuels (le rapport annuel sur les résultats et les rapports annuels par pays) pour mettre en évidence les résultats obtenus grâce aux contributions volontaires.	Le PAM utilise ses rapports annuels (le rapport annuel sur les résultats et les rapports annuels par pays) pour mettre en évidence les résultats obtenus grâce aux contributions volontaires.
	Mention expresse de chaque donateur dans tous les rapports sur les résultats présentés par les administrateurs des fonds communs et thématiques et par les bénéficiaires du Groupe	Référence (2018): sans objet Cible (2020): Oui	Le PAM ne gère pas de fonds de financement commun ni de fonds thématique.	Le PAM ne gère pas de fonds de financement commun ni de fonds thématique.	Le PAM ne gère pas de fonds de financement commun ni de fonds thématique.	Le PAM ne gère pas de fonds de financement commun ni de fonds thématique.

ENGAGEMENTS RELATIFS AU GROUPE DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE - ENTITÉS DU GROUPE DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE						
Engagement pertinent	Indicateurs propres aux entités	Valeurs de référence et valeurs cibles figurant dans le pacte de financement	Valeurs de référence du PAM - 2018	Données du PAM - 2019	Données actualisées du PAM - juin 2020	Données actualisées du PAM - janvier 2021
	des Nations Unies pour le développement durable					
Gains d'efficacité						
11. Mettre en œuvre les objectifs du Secrétaire général concernant le regroupement des opérations afin de gagner en efficacité	Pourcentage des entités du Groupe des Nations Unies pour le développement durable qui rendent compte à leurs organes directeurs des gains d'efficacité réalisés	Référence (2017): 41 % Cible (2021): 100 %	Depuis 2015, le PAM fait état dans son rapport annuel sur les résultats des gains d'efficacité obtenus.	Depuis 2015, le PAM fait état dans son rapport annuel sur les résultats des gains d'efficacité obtenus, et il continue d'affiner l'analyse à cet égard.	Depuis 2015, le PAM fait état dans son rapport annuel sur les résultats des gains d'efficacité obtenus, et il continue d'affiner l'analyse à cet égard.	Depuis 2015, le PAM fait état dans son rapport annuel sur les résultats des gains d'efficacité obtenus, et il continue d'affiner l'analyse à cet égard.
	Pourcentage des entités du Groupe des Nations Unies pour le développement durable qui ont signé la déclaration de reconnaissance mutuelle de haut niveau	Référence (2017): 28 % Cible (2021): 100 %	Le PAM a signé la déclaration de reconnaissance mutuelle de haut niveau en novembre 2018.	Fait. Pas de changement par rapport à l'année de référence.	Fait. Pas de changement par rapport à l'année de référence.	Fait. Pas de changement par rapport à l'année de référence.

ENGAGEMENTS RELATIFS AU GROUPE DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE - ENTITÉS DU GROUPE DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE						
Engagement pertinent	Indicateurs propres aux entités	Valeurs de référence et valeurs cibles figurant dans le pacte de financement	Valeurs de référence du PAM - 2018	Données du PAM - 2019	Données actualisées du PAM - juin 2020	Données actualisées du PAM - janvier 2021
12. Mettre intégralement en œuvre les politiques et taux de recouvrement des dépenses approuvés et en rendre compte	Proportion d'entités du système des Nations Unies pour le développement qui rendent compte chaque année de la mise en œuvre de leurs politiques et taux de recouvrement des dépenses à leurs organes directeurs	Référence (2017): 51 % Cible (2021): 100 %	Le PAM rend compte tous les ans au Conseil d'administration, dans le plan de gestion, de la mise en œuvre des politiques et taux approuvés de recouvrement des coûts.	Fait. Pas de changement par rapport à l'année de référence.	Fait. Pas de changement par rapport à l'année de référence.	Fait. Pas de changement par rapport à l'année de référence.

Liste des sigles utilisés dans le présent document

BCAD	Bureau de la coordination des activités de développement des Nations Unies
CAI	coûts d'appui indirects
CCS	Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FIDA	Fonds international de développement agricole
HCR	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
ODD	objectif de développement durable
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement